

RÉSUMÉ

La récente proposition du Conseil consultatif de sécurité nationale de l'Inde (NSAB) appelant à l'adoption d'une politique de dissuasion nucléaire minimale a suscité de profondes inquiétudes ainsi qu'une vive controverse. Le présent rapport comporte une évaluation critique : 1) du bien-fondé de la doctrine, 2) de la faisabilité technique et économique du projet, et 3) de ses répercussions éventuelles sur la sécurité régionale et sur les initiatives internationales en cours en matière de désarmement.

Le rapport préliminaire présente un plan détaillé relativement clair des conditions de base préalables à la création d'une dissuasion nucléaire minimale, sécuritaire et efficace; toutefois, le bien-fondé de la création d'une telle force, ainsi que la capacité de son édification et de son entretien, sont sujets à caution. Certains observateurs ont noté l'émergence, de la part de l'Inde et du Pakistan, d'une attitude empreinte de modération (chacun des deux pays se montrant de plus en plus réticent à franchir certains seuils et à risquer l'escalade); néanmoins, les crises du passé ont fait ressortir l'insuffisance des renseignements et les tendances à une perception erronée de part et d'autre, qui accroissent dangereusement les risques d'escalade. Une future crise pourrait comporter des enjeux liés à la réputation et des préoccupations en ce qui a trait au « coûts irrécupérables » d'un conflit, qui pourraient rendre plus difficiles les concessions. La doctrine proposée pourrait aussi entraîner une réaction du Pakistan qui, par manque de profondeur stratégique, pourrait être intrinsèquement déstabilisante. De plus, les assurances données par l'Inde concernant les réactions probables à une dissuasion minimale « idéale » tendent à méconnaître le fait que, pour l'instant, la mise en oeuvre d'une telle force n'est nullement réalisable à court terme et que son déploiement nécessiterait plusieurs années. Ceux qui proposent la création d'une force de dissuasion nucléaire indienne évitent tout débat sur la possibilité qu'un tel idéal se réalise un jour, et ignorent la façon dont d'autres États pourraient réagir au cours de la période de sa mise en place. Le mouvement continu vers la dissuasion armée complique aussi la viabilité du contrôle des armements, du désarmement et du renforcement de la confiance au niveau de la région et ailleurs.